

l'étincelle*

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

Lundi 20 octobre 2008

pour la construction d'un parti des  *travailleurs communiste révolutionnaire*

« Travailleurs, sauvons-nous nous-mêmes »

Des caisses de l'Etat qu'ils nous disaient vides, Sarkozy et sa clique ont réussi à promettre aux banques de sortir jusqu'à quelque 400 milliards d'euros. Un sacré paquet pour couvrir les frasques des banquiers, tandis que les ministres retournent leurs poches pour montrer qu'elles sont vides pour les besoins en logements, transports, santé ou éducation. Face au krach financier mondial, les grands Etats ont trouvé immédiatement les mêmes sommes faramineuses, au total quelque 2 000 milliards d'euros. Du blé, beaucoup de blé. De notre côté, prenons-en de la graine.

Les gouvernants veulent faire croire que nous serions tous dans la même galère, que si leur système financier s'écroule, nous coulerons avec. Il faudrait donc que nous applaudissions aux centaines de milliards qu'ils déboursent. Mais ils se gardent bien de préciser que leur « sauvetage » consiste à nous balancer les uns après les autres, d'une façon ou d'une autre, par-dessus le bastingage. Un accéléré de ce qui a commencé il y a déjà 20 à 30 ans.

La « crise financière » a bon dos. Les dirigeants de l'Etat expliquent déjà que les sommes hallucinantes qu'ils ont dû garantir aux industriels et banquiers les obligent à rogner encore sur le « social » ou les services publics. Les patrons expliquent déjà que leurs difficultés de trésorerie et le rétrécissement des marchés les obligent à réduire encore les effectifs et écraser les salaires. Et tant pis si on s'enfoncé dans un système où l'aide-soignante qui élève seule 2 enfants avec son salaire de 1 750 euros est imposable tandis que des patrimoines supérieurs à 15,5 millions d'euros échappent à toute imposition ! Tant pis s'il n'a jamais été question d'éponger les dettes des 2 millions de travailleurs en état de surendettement, tandis que la banqueroute des organismes financiers est comblée pour des sommes sans commune mesure. Et c'est nous travailleurs qui devrions payer cette énorme facture, tandis que les gros actionnaires, en dormant, font du fric... ou des pertes que l'Etat éponge ? Il faut en finir de ce système d'exploitation, dont la banqueroute économique aura inmanquablement des conséquences politiques. N'oublions pas que la crise de 1929 à laquelle beaucoup comparent la crise

actuelle, a conduit à la misère de toute la classe ouvrière mais aussi, pour la sauvegarde des profits, au fascisme et à la guerre.

Ce ne sont pas les actuels dirigeants de la gauche, PS et Verts en tête, ou dirigeants syndicaux nationaux, qui nous offrent une quelconque perspective. Au parlement, les députés socialistes se sont abstenus de voter le plan anticrise de Sarkozy, mais n'ont pas voté contre, car ils sont d'accord sur l'essentiel. La gauche au mieux évoque la création d'un grand pôle bancaire public. Fort bien, mais qui le mettrait en œuvre et comment ? Sarkozy ? Un futur gouvernement de gauche à Pâques ou la Saint-Glinglin ?

Certes, face à l'opacité et la faillite du système financier et économique, il serait urgent et indispensable de mettre cartes sur table, d'ouvrir tous les comptes, d'établir un bilan général des pertes et profits, de bousculer les sacro-saints secrets bancaires et commerciaux, ce qui permettrait au monde du travail d'exercer son propre contrôle sur l'économie et ses priorités en fonction des besoins les plus urgents de la population. Ce serait le plan nécessaire pour sauver non pas les grands patrons et leurs financiers, mais sauver le monde du travail.

Et qui est en situation de faire ce bilan et de dresser ce plan, si ce n'est les travailleurs, nous tous qui sommes aux leviers de cette société, au cœur des entreprises industrielles et bancaires, les millions qui faisons tourner la boutique ? Il nous revient d'assurer au plus vite ce grand époussetage. Quitte à exproprier les grands patrons de l'industrie et de la finance récalcitrants. Ce programme est devant nous, qui inclut évidemment nos revendications d'augmentation générale des salaires et d'interdiction des licenciements.

La colère existe et s'exprime dans le monde du travail. On l'a constaté récemment dans l'automobile contre les licenciements ou dans l'éducation ce dimanche contre les économies sur le dos des gosses. Il faut que cette colère devienne mobilisation générale, épreuve de force qui nous mettra en situation d'imposer nos propres règles du jeu.

Mondial, vitrine de l'avenir

Le Mondial de l'automobile 2008 a connu un record d'affluence. Tous les constructeurs sont ravis et les carnets de contacts pleins. Pour les salariés, cela a surtout été l'occasion de montrer leur colère et leur mécontentement. D'abord avec la manifestation des salariés de Ford le 4 octobre, puis le 10 avec celle des travailleurs de toutes les entreprises du secteur, équipementiers et sous traitants compris.

Les patrons de l'automobile ont tous la même politique et mènent les mêmes attaques contre leurs salariés. Pour les faire reculer, nous devons nous préparer à lutter tous ensemble, le jour du Mondial mais aussi ensuite.

Non aux suppressions d'emplois

Jeudi 23 octobre, le Tribunal de Grande Instance de Nanterre va débattre de la demande d'annulation du plan de suppressions d'effectifs déposée par plusieurs syndicats CGT Renault. Ceux ci dénoncent notamment des licenciements économiques déguisés en départs volontaires, dont le seul vrai motif est d'augmenter la marge opérationnelle, et une recherche de gains de productivité entraînant une dégradation des conditions de travail.

Quelle que soit la décision du tribunal, pour nous, y'a pas photo : les suppressions d'emplois sont inacceptables !

Main de fer dans un gant de velours

Côté face, une opération de charme : des plaquettes envoyées à chacun, des espaces conseils sur le plan de départs dans plusieurs bâtiments du TCR avec présentoirs, panneaux, vidéos et mêmes des hôtes...

Côté pile, une opération coup de poing : des réductions de budget, des externalisations, une équipe supprimée à Sandouville, des jours non travaillés dans les usines...

Volontaires, désignez-vous !

Pas de quoi être fier

La 2^{ème} édition des journées de l'équipe est prévue les 20 et 21 novembre prochains.

Le thème du voyage a dû être jugé trop risqué en ces temps de suppressions d'emplois. Il a été remplacé par l'identité de l'équipe, avec comme objectifs de « renforcer la fierté d'appartenance » à son UET et de « donner envie à d'autres de venir découvrir [son] équipe » !

La direction a-t-elle peur qu'on ne sente pas fiers de travailler à Renault et dans son UET ? Elle fait pourtant tout pour : en externalisant, en délocalisant, en réorganisant sans cesse, en réduisant les effectifs et les budgets...

Bientôt la lettre de démission anonyme

La direction nous garantit que toute démarche faite dans le cadre du plan de départs bénéficiera d'une assurance de confidentialité.

Bien sûr : vous prenez rendez-vous avec votre RRHP, vous quittez l'entreprise... mais ni votre N+1, ni la direction ne le sauront !

Si ça se trouve, la direction ne sait même pas qu'il y a un plan de départs !

Ce n'est pas la crise pour tout le monde

La crise financière ne fait pas que des victimes. Elle permet au moins à la direction de Renault de légitimer après coup les 6000 suppressions d'emplois annoncées dès juillet.

L'action Renault chute. Les ventes baissent. Mais Renault a des milliards dans ses caisses, continue de faire des bénéfices et d'augmenter les dividendes versés aux actionnaires. Ce qui n'empêchera pas l'Etat de lui verser une partie des 400 millions d'euros censés financer les voitures propres.

Mais ces milliards ne sont pas prévus pour les salariés : ni pour ceux qui perdent de l'argent à cause du chômage technique, ni pour maintenir les emplois. A moins d'un bon coup de colère !

Stress au travail : Ghosn aussi

Carlos Ghosn serait-il une nouvelle victime du surmenage chez Renault ? En tout cas, même si son retrait partiel de la direction du groupe sonne un peu comme un désaveu de la part des actionnaires ce qui est sûr c'est que ça ne changera rien à la politique qu'ils demanderont à son éventuel successeur : toujours plus avec toujours moins de salariés, plus vite et moins cher.

Internationale des licenciés

Nissan a annoncé la suppression de 1680 emplois dans ses usines de Barcelone en Espagne. Volvo annonce un nouveau plan de licenciements, ce qui fera 6000 suppressions d'emplois depuis le début de l'année, 25% de son effectif global. Les mesures de chômage technique se multiplient, comme chez BMW et Opel.

Comme Renault, tous invoquent la baisse des ventes en Europe, le prix du pétrole et, maintenant, la crise financière. Mais tous ces constructeurs ont fait et font encore des profits faramineux. Leurs actionnaires ont encaissé ces dernières années des fortunes en dividendes gagnés sur l'augmentation de la productivité, c'est à dire sur le dos des salariés.

S'il faut payer et faire des sacrifices, c'est sur ce pactole qu'il faut prendre, sûrement pas dans nos poches.